

SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 534)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 10 febbraio 1977

(V. Stampato n. 557)

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(FORLANI)

di concerto col Ministro dell'Interno

(COSSIGA)

e col Ministro di Grazia e Giustizia

(BONIFACIO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 15 febbraio 1977*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione per la prevenzione e
la repressione dei reati contro le persone internazionalmente
protette, compresi gli agenti diplomatici, adottata a New York
il 14 dicembre 1973**

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione per la prevenzione e la repressione dei reati contro le persone internazionalmente protette, compresi gli agenti diplomatici, adottata a New York il 14 dicembre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 17 della Convenzione stessa.

CONVENTION
SUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DES INFRACTIONS
CONTRE LES PERSONNES JOUISSANT D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE,
Y COMPRIS LES AGENTS DIPLOMATIQUES

Les Etats parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix internationale et la promotion des relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Considérant que les infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes jouissant d'une protection internationale, en compromettant la sécurité de ces personnes, créent une menace sérieuse au maintien des relations internationales normales qui sont nécessaires pour la coopération entre les Etats,

Estimant que la perpétration de ces infractions est un motif de grave inquiétude pour la communauté internationale,

Convaincus de la nécessité d'adopter d'urgence des mesures appropriées et efficaces pour la prévention et la répression de ces infractions,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Aux fins de la présente Convention:

1. L'expression « personne jouissant d'une protection internationale » s'entend:

a) de tout chef d'Etat, y compris chaque membre d'un organe collégial remplissant en vertu de la constitution de l'Etat considéré les fonctions de chef d'Etat; de tout chef de gouvernement ou de tout ministre des affaires étrangères, lorsqu'une telle personne se trouve dans un Etat étranger, ainsi que des membres de sa famille qui l'accompagnent;

b) de tout représentant, fonctionnaire ou personnalité officielle d'un Etat et de tout fonctionnaire, personnalité officielle ou autre agent d'une organisation intergouvernementale, qui, à la date et au lieu où une infraction est commise contre sa personne, ses locaux officiels, son domicile privé ou ses moyens de transport, a droit conformément au droit international à une protection spéciale contre toute atteinte à sa personne, sa liberté ou sa dignité, ainsi que des membres de sa famille qui font partie de son ménage.

2. L'expression « auteur présumé de l'infraction » s'entend de toute personne contre qui il y a des éléments de preuve suffisants pour établir de prime abord qu'elle a commis une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2 ou qu'elle y a participé.

Article 2

1. Le fait intentionnel:

a) de commettre un meurtre, un enlèvement ou une autre attaque contre la personne ou la liberté d'une personne jouissant d'une protection internationale,

b) de commettre, en recourant à la violence, contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale une attaque de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger,

c) de menacer de commettre une telle attaque,

d) de tenter de commettre une telle attaque ou

e) de participer en tant que complice à une telle attaque

est considéré par tout Etat partie comme constituant une infraction au regard de sa législation interne.

2. Tout Etat partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne portent en rien atteinte aux obligations qui, en vertu du droit international, incombent aux Etats parties de prendre toutes mesures appropriées pour prévenir d'autres atteintes à la personne, la liberté ou la dignité d'une personne jouissant d'une protection internationale.

Article 3

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article 2 dans les cas ci-après:

a) lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;

b) lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit Etat;

c) lorsque l'infraction est commise contre une personne jouissant d'une protection internationale au sens de l'article premier, qui jouit de ce statut en vertu même des fonctions qu'elle exerce au nom dudit Etat.

2. Tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de ces infractions dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas, conformément à l'article 8, vers l'un quelconque des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 4

Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article 2, notamment:

a) en prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire;

b) en échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 5

1. L'Etat partie sur le territoire duquel ont été commises une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2, s'il a des raisons de croire qu'un auteur présumé de l'infraction s'est enfui de son territoire, communique à tous les autres Etats intéressés, directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tous les faits pertinents concernant l'infraction commise et tous les renseignements dont il dispose touchant l'identité de l'auteur présumé de l'infraction.

2. Lorsqu'une ou plusieurs des infractions prévues à l'article 2 ont été commises contre une personne jouissant d'une protection internationale, tout Etat partie qui dispose de renseignements concernant tant la victime que les circonstances de l'infraction s'efforce de les communiquer, dans les conditions prévues par sa législation interne, en temps utile et sous forme complète, à l'Etat partie au nom duquel ladite personne exerçait ses fonctions.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures appropriées conformément à sa législation interne pour assurer la présence dudit auteur présumé de l'infraction aux fins de la poursuite ou de l'extradition. Ces mesures sont notifiées sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

- a) a l'Etat où l'infraction a été commise;
- b) a l'Etat ou aux Etats dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il réside en permanence;
- c) a l'Etat ou aux Etats dont la personne jouissant d'une protection internationale a la nationalité ou au nom duquel ou desquels elle exerçait ses fonctions;
- d) a tous les autres Etats intéressés; et
- e) a l'organisation intergouvernementale dont la personne jouissant d'une protection internationale est un fonctionnaire, une personnalité officielle ou un agent.

2. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit:

- a) de communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, qui est disposé, sur sa demande, à protéger ses droits; et
- b) de recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

Article 7

L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation de cet Etat.

Article 8

1. Pour autant que les infractions prévues à l'article 2 ne figurent pas sur la liste de cas d'extradition dans un traité d'extradition en vigueur entre les Etats parties, elles sont considérées comme y étant comprises. Les Etats parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut, s'il décide d'extrader, considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition à l'égard de ces infractions. L'extradition est soumise aux règles de procédure et aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme constituant entre eux des cas d'extradition soumis aux règles de procédure et aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, ces infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 3.

Article 9

Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues à l'article 2 jouit de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 10

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 2, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

Article 11

L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats parties.

Article 12

Les dispositions de la présente Convention n'affecteront pas l'application des traités sur l'asile, en vigueur à la date d'adoption de ladite Convention, en ce qui concerne les Etats qui sont parties à ces traités; mais un Etat partie à la présente Convention ne pourra invoquer ces traités à l'égard d'un autre Etat partie à la présente Convention qui n'est pas partie à ces traités.

Article 13

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 14

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1974, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Article 15

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 17

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 18

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les Etats, entre autres:

a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion conformément aux articles 14, 15 et 16, ainsi que les notifications faites en vertu de l'article 18;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 17.

Article 20

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à New York le 14 décembre 1973.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE
PER LA PREVENZIONE E LA REPRESSIONE DEI REATI CONTRO LE PERSONE
INTERNAZIONALMENTE PROTETTE, COMPRESI GLI AGENTI DIPLOMATICI

Gli Stati parti della presente Convenzione,

Tenendo presenti gli scopi ed i principi della Carta delle Nazioni Unite riguardanti il mantenimento della pace internazionale e la promozione di relazioni amichevoli e della cooperazione fra gli Stati,

Ritenendo che i reati contro agenti diplomatici ed altre persone internazionalmente protette che mettono in pericolo la sicurezza di tali persone costituiscono una grave minaccia al mantenimento delle normali relazioni internazionali che sono necessarie per la cooperazione fra gli Stati,

Ritenendo che il commettere tali reati sia materia di grave preoccupazione per la Comunità internazionale,

Convinti che vi sia urgente necessità di adottare misure adeguate ed efficaci per la prevenzione e la repressione di tali reati,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione:

1. Per « persona internazionalmente protetta » si intende:

a) un Capo di Stato, incluso ogni membro di un corpo collegiale che svolga le funzioni di un Capo di Stato in base alla Costituzione dello Stato interessato, un Capo di Governo o Ministro degli Affari Esteri, in qualunque momento una tale persona si trovi in uno Stato estero, nonché i membri della sua famiglia che lo accompagnino;

b) ogni rappresentante o funzionario di uno Stato od ogni funzionario od altro agente di un'organizzazione internazionale a carattere intergovernativo che nel momento e nel luogo ove viene commesso un reato contro di lui, la sua residenza ufficiale, la sua abitazione privata o i suoi mezzi di trasporto, ha diritto, in base al diritto internazionale, a speciale protezione da ogni assalto alla sua persona, libertà o dignità, nonché ai membri della sua famiglia con lui conviventi;

2. Per « presunto trasgressore » si intende una persona nei confronti della quale vi siano prove sufficienti a determinare *prima facie* che essa ha commesso o ha partecipato ad uno o più dei reati elencati all'articolo 2.

Articolo 2

1. Commettere intenzionalmente:

a) un omicidio volontario, un sequestro di persona o altra aggressione alla persona o alla libertà di una persona internazionalmente protetta;

b) un'aggressione violenta alla residenza ufficiale o all'abitazione privata o ai mezzi di trasporto di una persona internazionalmente protetta, suscettibile di mettere in pericolo la sua persona o la sua libertà;

c) una minaccia di commettere una qualsiasi di tali aggressioni;

d) un tentativo di commettere una qualsiasi di tali aggressioni;

e) un atto costituente partecipazione, quale complice, ad una qualsiasi di tali aggressioni, diverrà, per ogni Stato Parte, un reato in base alla propria legge interna.

2. Ogni Stato renderà tali reati passibili di pene adeguate che tengano conto della grave natura dei reati stessi.

3. In nessun modo i paragrafi 1 e 2 del presente articolo costituiranno una deroga dagli obblighi assunti dagli Stati Parti in base al diritto internazionale di adottare ogni misura adeguata onde impedire altre aggressioni contro la persona, la libertà o la dignità di una persona internazionalmente protetta.

Articolo 3

1. Ogni Stato Parte adotterà quelle misure che potranno rendersi necessarie allo scopo di stabilire la propria giurisdizione sui reati di cui all'articolo 2 nei casi seguenti:

a) quando il reato è commesso sul territorio di tale Stato o a bordo di una nave o aeromobile registrato in tale Stato;

b) quando il presunto trasgressore è cittadino di tale Stato;

c) quando il reato è commesso contro una persona internazionalmente protetta come definita nell'articolo 1 che goda del proprio stato come tale in virtù di funzioni che essa esercita per conto di tale Stato.

2. Inoltre ogni Stato Parte adotterà le misure che saranno ritenute necessarie allo scopo di stabilire la propria giurisdizione su tali reati nei casi in cui il presunto trasgressore sia presente sul proprio territorio e non lo estradi, in base all'articolo 8, a uno degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La presente Convenzione non esclude qualsiasi giurisdizione penale esercitata in conformità del diritto interno.

Articolo 4

Gli Stati Parti coopereranno nella prevenzione dei reati di cui all'articolo 2, ed in particolare:

a) adottando tutte le misure fattibili per impedire che sui rispettivi territori vengano fatti preparativi per commettere tali reati all'interno o all'esterno degli stessi;

b) scambiandosi informazioni e coordinando l'adozione di misure amministrative o di altro genere, se del caso, per prevenire la commissione di tali reati.

Articolo 5

1. Lo Stato Parte nel quale sia stato commesso uno dei reati di cui all'articolo 2, dovrà, ove abbia motivo di ritenere che un presunto trasgressore sia fuggito dal proprio territorio, comunicare a tutti gli Stati interessati, direttamente o per il tramite del Segretario generale delle Nazioni Unite tutti i fatti pertinenti riguardanti il reato commesso ed ogni informazione disponibile circa l'identità del presunto trasgressore.

2. Ogni qualvolta sia stato commesso uno dei reati di cui all'articolo 2 contro una persona internazionalmente protetta, ogni Stato Parte che sia in possesso di informazioni relative alla vittima ed alle circostanze del reato si adopererà per trasmetterle, alle condizioni fissate dalle proprie leggi interne, complete e con la massima sollecitudine, allo Stato Parte per conto del quale la persona in questione stava esercitando le proprie funzioni.

Articolo 6

1. Dopo essersi convinto che le circostanze lo giustificano, lo Stato Parte sul cui territorio si trova il presunto trasgressore adotterà le misure appropriate in base al proprio diritto interno allo scopo di assicurare la di lui presenza ai fini del procedimento penale o dell'extradizione. Tali misure dovranno essere notificate senza indugio direttamente o per il tramite del Segretario generale delle Nazioni Unite:

- a) allo Stato ove il reato è stato commesso;
- b) allo Stato od agli Stati di cui il presunto trasgressore è cittadino o, nel caso sia un apolide, nel cui territorio risieda permanentemente;
- c) allo Stato o agli Stati di cui la persona internazionalmente protetta in questione sia cittadino o per conto del quale o dei quali esercitava le proprie funzioni;
- d) a tutti gli altri Stati interessati; e
- e) all'organizzazione internazionale di cui la persona internazionalmente protetta in questione sia funzionario od agente.

2. Ogni persona nei confronti della quale siano in atto le misure di cui al paragrafo 1 del presente articolo avrà diritto:

- a) a comunicare senza indugio con il più vicino competente rappresentante dello Stato di cui egli sia cittadino o che sia altrimenti autorizzato a proteggere i suoi diritti o, nel caso di persona apolide, che sia disposto, a sua domanda, di proteggere i suoi diritti; e
- b) a ricevere le visite di un rappresentante di tale Stato.

Articolo 7

Lo Stato Parte sul cui territorio si trovi il presunto trasgressore, nel caso in cui non lo estradi dovrà sottoporre, senza alcuna eccezione e senza indebito ritardo, il caso alle proprie autorità competenti al fine di perseguirlo mediante procedimento penale in conformità delle leggi di tale Stato.

Articolo 8

1. Nella misura in cui i reati di cui all'articolo 2 non siano elencati quali reati per i quali è prevista l'extradizione in un Trattato di estradizione in vigore tra gli Stati Parti, essi saranno ritenuti inclusi in esso come tali. Gli Stati Parti si impegnano ad includere tali reati quali reati per i quali è prevista l'extradizione in ogni futuro trattato di estradizione da concludersi fra di loro.

2. Se uno Stato Parte che condizioni l'extradizione all'esistenza di un Trattato riceve una domanda di estradizione da un altro Stato Parte col quale non abbia un Trattato di estradizione, potrà, nel caso decida di concedere l'extradizione, ritenere la presente Convenzione quale base giuridica per l'extradizione per quanto riguarda tali reati. L'extradizione sarà soggetta alle disposizioni procedurali e alle altre condizioni poste dalla legge dello Stato richiesto.

3. Gli Stati Parti che non condizionano l'extradizione all'esistenza di un Trattato riconosceranno tali reati come reati per i quali è prevista l'extradizione, tra di loro, subordinatamente alle disposizioni procedurali e alle altre condizioni poste dalla legge dello Stato richiesto.

4. Ogni reato verrà considerato, ai fini dell'extradizione tra due Stati Parti, come se fosse stato commesso non solo nel luogo in cui ha avuto luogo, ma anche nei territori degli Stati tenuti a stabilire la propria giurisdizione in conformità del paragrafo 1 dell'articolo 3.

Articolo 9

Dovrà essere garantito un equo trattamento in tutti gli stadi del procedimento ad ogni persona nei confronti della quale sia in atto un procedimento in relazione ad uno dei reati di cui all'articolo 2.

Articolo 10

1. Gli Stati Parti si forniranno l'un l'altro il più ampio grado di assistenza in relazione a procedimenti penali iniziati in caso di reati di cui all'articolo 2, incluso il fornire ogni prova a loro disposizione che sia necessaria al procedimento.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non avranno alcun effetto sugli obblighi concernenti la reciproca assistenza giudiziaria inclusa in qualsiasi altro Trattato.

Articolo 11

Lo Stato Parte ove un presunto trasgressore venga processato dovrà comunicare il risultato finale del procedimento al Segretario generale delle Nazioni Unite, che trasmetterà l'informazione agli altri Stati Parti.

Articolo 12

Le disposizioni della presente Convenzione non avranno alcun effetto sull'applicazione dei Trattati sul diritto di asilo, in vigore alla data di adozione della presente Convenzione, esistenti tra Stati che siano Parti di tali Trattati; ma uno Stato Parte della presente Convenzione non può invocare tali Trattati nei confronti di un altro Stato Parte della presente Convenzione che non sia parte di tali Trattati.

Articolo 13

1. Ogni controversia tra due o più Stati Parti sull'interpretazione o sull'applicazione della presente Convenzione che non venga composta mediante negoziati verrà, a richiesta di uno di essi, sottoposta ad arbitrato. Se entro sei mesi dalla data di richiesta di arbitrato le parti non saranno in grado di accordarsi sull'organizzazione dell'arbitrato, una di tali parti potrà deferire la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia su domanda in conformità dello Statuto della Corte.

2. Ogni Stato Parte può al momento della firma o della ratifica della presente Convenzione o dell'adesione ad essa, dichiarare di non ritenersi vincolato dal paragrafo 1 del presente articolo. Gli altri Stati Parti non saranno vincolati dal paragrafo 1 del presente articolo nei confronti di qualsiasi Stato Parte che abbia formulato una tale riserva.

3. Ogni Stato Parte che abbia formulato una riserva in conformità del paragrafo 2 del presente articolo può in ogni momento ritirare tale riserva mediante notifica indirizzata al Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 14

La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1974 presso la sede delle Nazioni Unite di New York.

Articolo 15

La presente Convenzione dovrà essere ratificata. Gli strumenti di ratifica verranno depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite.

Articolo 16

La presente Convenzione resterà aperta all'adesione da parte di qualsiasi Stato. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 17

1. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data del deposito del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

2. Per ogni Stato che ratifichi la Convenzione o vi aderisca dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito, da parte di tale Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 18

1. Qualsiasi Stato Parte può denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta al Segretario generale delle Nazioni Unite.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte del Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 19

Il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati, *inter alia*:

- a) delle firme apposte alla presente Convenzione, del deposito degli strumenti di ratifica o di adesione in conformità degli articoli 14, 15 e 16, e delle notifiche effettuate in base all'articolo 18;
- b) della data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore in conformità dell'articolo 17.

Articolo 20

L'originale della presente Convenzione, i cui testi cinese, inglese, francese, russo e spagnolo, fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, che ne invierà copie conformi a tutti gli Stati.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi loro governi, hanno firmato la presente Convenzione, aperta alla firma a New York il 14 dicembre 1973.